

000 d'intérêt que le pays est appelé à payer annuellement. Ainsi que je le disais lors de la dernière session, je suis convaincu que l'on aura à saigner les contribuables au joli taux de \$200,000,000 pour impôts supplémentaires, afin de rencontrer nos dépenses annuelles.

Ni le discours du trône, ni celui de mon honorable ami, ne nous laissent entrevoir où et de quelle manière, le gouvernement a l'intention de prélever ces \$200,000,000 supplémentaires. Pourquoi n'avons-nous aucun indice d'une politique qui tendrait à ramener la confiance parmi le peuple? Pourquoi? Un des journaux les plus influents du parti conservateur nous le dit en ces termes: "Le cabinet n'a ni tête ni cervelle" Hier matin, dans le train m'amenant à Ottawa, je lisais la curieuse dépêche suivante, envoyée à la "Gazette" de Montréal par un de ses correspondants:

Si messieurs les honorables J. D. Reid et James A. Calder qui sont à New-York, ne réussissent pas à obtenir de sir Robert Borden qu'il reste à la tête du gouvernement, comme chef nominal, ils lui demanderont de nommer son successeur. Ces ministres, ainsi que quelques-uns de leurs collègues, sont opposés à ce que le choix se fasse par le Parlement et au cas où sir Robert Borden se retirerait, ils éviteraient ce genre d'élection en forçant sir Robert à remettre sa couronne à quelqu'un de son choix. Quel que soit le chef choisi, sa tâche sera pénible, mais la tâche le sera doublement, si les partisans du gouvernement ont à suivre un chef qu'on leur aura imposé en lieu et place de celui qu'ils auraient préféré. Sir Thomas White a définitivement déclaré qu'il n'est pas candidat à la direction et qu'il la refusera si elle lui est offerte. Sir Robert sera prié de faire un premier et second choix, lesquels tomberont très probablement sur sir Thomas White et sir Henry Drayton. L'hon. James A. Calder est un favori du premier ministre et serait très satisfait d'être choisi en vertu d'un compromis. Les ministres du cabinet, à l'exception de deux ou trois, accepteraient n'importe quel chef, sauf l'hon. Arthur Meighen; les Communes accepteraient M. Meighen et seraient divisées en plusieurs factions s'il était ignoré. L'on croit cependant que les ministres qui sont à New-York vont convaincre sir Robert et vont nous revenir avec la bonne nouvelle qu'il consent à conserver son poste. De cette façon le gouvernement va traverser la période de la session, et après la prorogation, le cabinet ayant devant lui huit mois de liberté, pourra facilement ignorer les Communes.

J'ai dit que cet organe, très respectable et très influent, du parti conservateur, était sous l'impression que le gouvernement n'avait pas de tête; il établit ensuite comme suit qu'il n'a pas davantage de cervelle:

Les troubles unionistes sont dus beaucoup plus au fait qu'ils n'ont pas de politique qu'à celui d'être sans chef.

L'hon. W. L. Mackenzie King avait parfaitement raison de critiquer le gouvernement sur ce point. Le cabinet d'union, en supposant qu'il

L'hon. M. DANDURAND.

soit sans tache et très capable, ne peut pas se maintenir indéfiniment avec sa politique de guerre. Ses partisans aux Communes sont écœurés de l'indécision du gouvernement et de son retard à formuler une politique reconnue. Une administration de guerre est nécessairement autocratique et ne révèle pas les motifs de ses actions.

Plus loin, et afin de montrer l'état chaotique du cabinet, le journal va plus loin et explique pourquoi le Gouvernement n'a aucun prestige devant le peuple. Il dit:

Bien qu'il soit douteux que des candidats unionistes se présentent dans Saint-Jacques de Montréal ou au Témiscamingue, il y en aura qui appuieront la politique fiscale du gouvernement. Au Témiscamingue il y a deux candidats: un libéral et l'autre qui représente à la fois les fermiers et les ouvriers. Une assemblée du parti conservateur a été appelée mais sera probablement annulée et un homme d'affaires, très connu et ayant de gros intérêts dans l'endroit, se présentera en qualité de protectionniste indépendant. Les unionistes n'ayant ni organisation, ni programme, il est très difficile de trouver un candidat officiel. Personne n'est autorisé à convoquer une telle assemblée et, d'autre part, il n'y aurait aucun encouragement à être choisi candidat du gouvernement car dans le passé, les ministres n'ont jamais appuyé de tels candidats, soit par leur approbation soit à la tribune.

C'est là une délicieuse ironie. Le Gouvernement n'aura pas de candidat dans ces trois circonscriptions mais il essaiera de remporter la victoire sur sa politique fiscale. Voyons maintenant quelle est cette politique. Est-ce le haut tarif du groupe Cockshutt, dans le parti conservateur, le bas tarif du groupe Calder ou le tarif modéré du type Meighen-Winnipeg? Nous n'en savons rien. Il paraît évident que le Gouvernement n'aura pas de candidats dans ces trois circonscriptions, toutefois, sa politique sera là. Il est important que le peuple sache quelle est cette politique, car il y aura tant de candidats qu'il lui sera très difficile de connaître ceux contre lesquels il devra voter. Je dois informer mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre que Québec ne s'inquiète nullement de la politique actuelle du Gouvernement, les citoyens de cette province ont décidé purement et simplement de voter contre ce prétendu gouvernement d'union. Le gouvernement tory doit expier ses fautes. Le parti tory en 1911 a précipité les fermiers de l'ouest dans le conflit en leur refusant la réciprocité. Le parti tory a exaspéré la province de Québec en 1911 en subventionnant le parti nationaliste et en le reniant ensuite. Le gouvernement tory d'union a soulevé les fermiers d'Ontario en violant sa promesse de ne pas enrôler leurs fils. Voici une déclaration de sir John Willison, un pilier du temple unioniste, sur la situation dans